

[Français]

Monsieur le Président, le député nous dit, je ne sais pas où il prend ses chiffres, est-ce que le ministre d'État (Finances) (M. Hockin) confirme que c'est 1.3 milliard de dollars? Cela voudrait dire que durant l'espace d'un an, le rapport de l'Inspecteur général des banques, préparé sous l'autorité de ce gouvernement conservateur, qui nous disait que les actifs de la banque étaient solides, dans l'espace de 12 mois, la situation se serait détériorée au point que la valeur de ses actifs de 2.8 milliards constituerait des pertes de 1.3 milliard. Monsieur le Président, c'est à apeurer n'importe quel député de cette Chambre, et j'accuse presque le gouvernement de donner 63 millions de dollars. On a vu ce gouvernement conservateur sortir au-delà de un milliard de dollars pour des déposants qui n'avaient pas d'assurance-dépôts, et maintenant on va voir le gouvernement sortir 63 millions de dollars pour protéger des actionnaires.

On n'a pas voulu protéger les actionnaires, même si c'était de petits actionnaires de la Norbanque ou de la BCC, et maintenant on va protéger pour 63 millions de dollars ceux de la Banque de la Colombie-Britannique! Et en plus on va venir peut-être chercher 10 millions dans le fonds de pension pour ces mêmes actionnaires pour des actifs qui, d'après le député qui vient de la Colombie-Britannique, n'auraient non seulement pas la valeur inscrite aux livres, mais il faudrait qu'il y ait des pertes d'au-delà 50 p. 100.

Je suis obligé de demander au ministre maintenant: Est-ce que ces chiffres-là sont vrais? S'ils sont vrais, je comprends que là je commence à mettre en doute la valeur, le jugement des administrateurs de la Banque de Hongkong parce qu'ils achètent—évidemment on leur donne—mais ils ramassent une responsabilité de 1.3 milliard contre lesquels ils vont recevoir, net, 200 millions moins 63 millions.

Monsieur le Président, le député, en me posant sa question, voulait savoir si on est pour ou contre les banques ou contre l'Ouest.

Monsieur le Président, je n'ai pas de leçon à recevoir de lui parce que j'ai critiqué l'action de son gouvernement en ce qui regardait la Norbanque, en me fondant sur les chiffres qu'on nous donnait parce que l'option que je suggérais, était établie sur les informations qu'on avait au moment du débat. La Norbanque aurait pu être sauvée. J'étais alors encore bien plus convaincu, on avait un rapport de l'Inspecteur général des banques qui nous avait été fourni, par l'autorité du ministre, qui nous disait que les actifs étaient valables. Maintenant, on nous dit autre chose. Je suis d'accord qu'il faut sauver la Banque de la Colombie-Britannique, mais si ce que le ministre nous avait dit est vrai, je dis: Ne donnons pas les 200 millions à la Banque de Hongkong, mettons-les à côté des actionnaires actuels et gardons les gens de la Colombie-Britannique avec leur banque, ils pourront l'administrer. Ce seront des Canadiens. Mais si les propos du député qui m'a posé la question sont vrais, eh bien là, on a une toute autre histoire et cela rend encore plus difficile l'étude intelligente de ce projet de loi.

Banque de la Colombie-Britannique—Loi

• (1820)

[Traduction]

M. Friesen: Monsieur le Président, j'ai une question à poser au député de Laval-des-Rapides (M. Garneau). Il se fait beaucoup de mauvais sang au sujet de ces 200 millions de dollars qui ne représentent pas une petite somme. Cependant, je lui rappelle que le Programme énergétique national...

M. Gauthier: Oh!

M. Friesen: Le député de devrait pas dire «oh». Beaucoup de Canadiens de l'Ouest en auraient beaucoup plus à dire. A cause de ce programme, l'économie de l'Ouest a subi une ponction de 60 milliards de dollars qui seraient normalement restés dans l'ouest du Canada. Je crois que l'ancien ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, M. Lalonde, le reconnaît maintenant.

En 1977, 1978 et 1979, les banques de l'Ouest ont accordé des prêts pour l'acquisition de biens en comptant sur la vigueur de l'économie de l'ouest du Canada, particulièrement de l'industrie pétrolière. Lorsque le Programme énergétique national a été instauré, en 1980, les ressources acheminées normalement vers ces banques n'étaient plus disponibles, ce qui les a rendues aussi vulnérables.

Maintenant qu'on nous a dépouillés de 60 milliards de dollars en exposant ces banques à un point tel qu'elles n'ont pu absorber leurs pertes, le député trouve-t-il que ce transfert de 200 millions de dollars de la SADC est une mauvaise décision? Condamne-t-il ce transfert de 200 millions de dollars de la SADC à un établissement de l'Ouest rendu vulnérable par cette saignée de 60 milliards de dollars pratiquée dans cette région du pays?

M. Garneau: Monsieur le Président, je me tue à répéter la même chose. Le gouvernement veut investir 200 millions de dollars. Fort bien, mais qu'on les investisse dans un établissement canadien et qu'on en obtienne des actions en retour.

On veut prendre à la SADC 200 millions de dollars et les verser à la Banque de Hongkong pour lui permettre d'acheter les éléments d'actif. Quelle sottise! Il faudrait plutôt donner cet argent à la Banque de la Colombie-Britannique pour en devenir actionnaires parmi d'autres et tenter d'en assurer la survie.

A propos de la situation de l'énergie, j'ai demandé à maintes reprises à la Chambre qui avait détruit la politique énergétique. C'est le gouvernement conservateur actuel. Je l'ai toujours dit et je le répète.

Des voix: Oh, oh!

M. Garneau: Les députés peuvent rire, mais la politique énergétique était comme un ascenseur: elle pouvait aller dans les deux sens. A un certain moment, le prix du pétrole était excessivement élevé. Cela n'était pas dû au marché canadien, mais à des décisions prises à l'étranger par un monopole ou un cartel. A cette occasion, le Canada s'est tourné vers les propriétaires des ressources, généralement l'Alberta, mais il aurait dû également se tourner vers les multinationales. Le député a dit que les 60 milliards de dollars seraient demeurés au Canada. Je ne suis pas sûr que cela aurait été payé aux multinationales sous forme de dividendes et envoyé aux États-Unis.